



**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 15/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SEMAG**

Pole d'activités Yvon Morandat  
1480 avenue d'Arménie  
13120 Gardanne

Référence : D-1250-AIX-2024  
SPR/1362/2024  
Code AIOT : 0006401124

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/07/2024 dans l'établissement SEMAG implanté La malespine Route de Gréasque 13120 Gardanne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SEMAG
- La malespine Route de Gréasque 13120 Gardanne
- Code AIOT : 0006401124
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Installation de stockage de déchets non dangereux autorisée pour 53 000 tonnes/an

## **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Installations électriques ISDND	Arrêté Préfectoral du 31/08/2011, article 7.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
2	Installations électriques Valorisation du biogaz	Arrêté Préfectoral du 31/08/2011, article 8.6.9	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VI	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Protection contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 31/08/2011, article 7.5.4	Sans objet
4	Moyens généraux	Arrêté Préfectoral du 31/08/2011, article 7.5.1	Sans objet
5	Recouvrement des déchets et formation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 VIII et IX	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les moyens de lutte contre l'incendie sur le site sont fonctionnels.

Des actions complémentaires sont en cours (installation d'une caméra thermique pour la surveillance du casier en exploitation, réalisation de rondes avant le départ du personnel, mise à jour du plan de défense incendie ..). L'exploitant doit justifier dans des délais courts la réalisation de ces actions.

Il a aussi été demandé à l'exploitant de justifier de la levée des réserves suite au dernier contrôle de vérification des installations électriques de l'ISDND réalisé par Bureau Veritas. Aussi, l'exploitant devra justifier de la mise à jour de son étude technique foudre concernant son installation de valorisation du biogaz suite aux observations émises par SOCOTEC.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Installations électriques ISDND

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/08/2011, article 7.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle électrique
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
<b>Constats :</b>  Pour l'ISDND la société Bureau Veritas a contrôlé les installations électriques le 27/07/2023. Cinq non-conformités ont été notifiées. L'exploitant explique qu'il a fait intervenir la société Eiffage pour effectuer les travaux de mise en conformité. Néanmoins, le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas pu justifier de la levée des réserves.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmettra le rapport de levée des réserves suite au dernier contrôle réalisé par Bureau Veritas.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

### N° 2 : Installations électriques Valorisation du biogaz

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/08/2011, article 8.6.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle électrique
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations électriques doivent être réalisées conformément au décret n°88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail. Les matériels électriques, visés dans ce présent article, doivent être installés conformément à l'arrêté du 19 décembre 1988 relatif aux conditions d'installation des matériels électriques sur les emplacements présentant des risques d'explosion. Un ou plusieurs dispositifs placés à l'extérieur, doivent permettre d'interrompre en cas de besoin l'alimentation électrique de l'installation, à l'exception de l'alimentation des matériels destinés à fonctionner en atmosphère explosive. Les équipements de l'unité de valorisation qui le nécessitent conformément à l'étude ATEX, sont situés en zone ATEX et en conformité avec ce zonage. Les boutons d'arrêt d'urgence sont placés en différents points du site de manière à être accessible très rapidement et très facilement. Les installations électriques sont contrôlées annuellement par un organisme agréé. Une étude de risque foudre doit être tenue à

disposition de l'inspection des installations classées. L'installation de valorisation est protégée contre la foudre en fonction des conclusions de cette étude.

**Constats :**

- Pour la plateforme de valorisation du biogaz, la société SOCOTEC est intervenue le 22/04/2024 pour contrôler les installations électriques.

Aucune observation n'a été émise.

SOCOTEC a émis un certificat type Q18 déclarant que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion.

- Vérification des protections contre la foudre par la société SOCOTEC le 24/06/2024.

Deux non-conformités ont été notifiées.

Il a notamment été demandé à l'exploitant de refaire une étude technique car celle présentée était incomplète. Aucune caractéristique technique sur la protection interne contre la foudre adaptée à l'installation n'est mentionnée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant justifiera de la mise à jour de son étude technique foudre concernant l'installation de valorisation du biogaz suite aux recommandations émises par SOCOTEC.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 3 : Protection contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 31/08/2011, article 7.5.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Risque incendie

**Prescription contrôlée :**

L'établissement doit disposer, sur l'ensemble du site (casiers Malespine 1 et Malespine 2), de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après qui pourront être complétés en tant que de besoin sur demande des services de secours et qui doivent être maintenus en bon état et vérifiés périodiquement :

- 2 bornes incendie existantes pour Malespine 1, alimentées depuis un réservoir de 1 500 m<sup>3</sup> de la Régie des Eaux par l'intermédiaire d'un surpresseur situé en partie basse de Malespine 1.

- 8 bornes supplémentaires pour le casier Malespine 2 positionnées en accord avec les services incendies et secours. Ces trois bornes seront construites au fur et à mesure de l'avancement des alvéoles en accord avec les services incendies et secours. La seconde borne de ce casier sera mise en service au plus tard le 1 mai 2012.

- Une réserve supplémentaire de 120 m<sup>3</sup> minimum sera maintenue dans le bassin d'eaux pluviales situé en contrebas tant que les 3 bornes ne sont pas en service simultanément.

- Les bornes incendie implantées sur le site doivent pouvoir disposer à tout moment d'un débit de 60 m<sup>3</sup>/h sous 1.1 bars de pression.

- Une réserve de 120 m<sup>3</sup> de matériaux meubles et inertes, prête à être utilisée pour couvrir un début d'incendie, est disposée à proximité de chaque alvéole de stockage en cours d'exploitation ;



- Une réserve complémentaire de 120 m<sup>3</sup> de matériaux meubles et inertes est disponible.
- NB : Ces réserves de matériaux sont uniquement affectées à la lutte contre l'incendie et ne sont pas confondues avec celles nécessaires à la couverture journalière des déchets.
- 1 extincteur à poudre de 6 kg sur chaque engin d'exploitation ;
- 1 extincteur de 50 kg sur roues, situé dans le poste de contrôle ;
- Une coupure d'urgence située à l'extérieur de l'installation de valorisation coupant l'intégralité du réseau électrique de l'installation de valorisation de biogaz.
- Présence d'engins de terrassement, permettant d'étendre la terre en cas d'incendie. 1 conducteur d'astreinte 24 h.24, 7 jours sur 7. Délai de présence sur site environ 20 mn.
- 1 camion citerne porteur d'eau équipé de moyens de lutte contre l'incendie (en accord avec le centre de Gardanne) ;
- Local incendie permettant le stockage du matériels incendie (tuyaux, lance), du surpresseur incendie, et du groupe électrogène ;
- (...)

L'alvéole en cours d'exploitation est entourée par une bande de cinquante mètres (50 m) comptée en distance horizontale entièrement décapée et maintenue en l'état en permanence ou rendue ininflammable, les voiries d'exploitation de l'installation peuvent faire partie de cet espace. En cas de terrain non horizontal, cette distance est portée à 75 mètres.

Cette bande décapée de 50 m est complétée par une bande débroussaillée de 100 m et maintenue en état.

L'alvéole « grand vent » spécifique définie à l'article 8.4.4 pour recevoir les déchets lorsque le vent est supérieur à 60 km/h est placée dans les conditions les plus sécurisantes vis-à-vis du risque incendie qui pourrait se propager à l'extérieur.

En tout état de cause, tout autour de cette alvéole, une bande de soixante-quinze mètres (75 m), comptée en distance boisement horizontale est entièrement décapée et maintenue en l'état en permanence, toutefois les plants de mis en place sur l'ancienne décharge, au nord de l'alvéole, sont épargnés.

Une zone de cinquante mètres (50 m), comptée en distance horizontale est tenue débroussaillée aux abords extérieurs de la clôture du site en accord avec les propriétaires concernés et les différentes prescriptions réglementaires applicables en la matière.

À l'intérieur de la clôture, une zone coupe-feu d'au moins quarante mètres (40 m) de largeur est tenue débroussaillée.

L'exploitant réalise un débroussaillage régulier des zones à l'intérieur de la clôture, en prolongement du casier en cours d'exploitation.

#### **Constats :**

Pour l'ISDND, les extincteurs et les poteaux incendie ont été contrôlés le 01/07/2024 par la société Protec for Home.

Sur les 6 poteaux contrôlés (deux pour le casier Malespine 1, un à proximité de la plateforme de valorisation du biogaz et trois pour le casier en exploitation Malespine 2), le débit est supérieur au 60 m<sup>3</sup>/h minimum exigé.

Une réserve de 120 m<sup>3</sup> de matériaux meubles et inertes est disponible à proximité du casier en exploitation, pour la défense incendie.

Le débroussaillage est terminé en intérieur et à l'extérieur de l'ISDND.

On observe cependant que certains endroits situés en bordure de voirie, à proximité du casier, nécessitent un nouveau passage. On constate aussi le reste d'un ancien tas incendié où la

végétation s'est développée, qui nécessite aussi d'être débroussaillé.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit procéder au débroussaillage des zones où subsiste de la végétation (ancien tas incendié, zones à proximité du casier en exploitation).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Moyens généraux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/08/2011, article 7.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en œuvre des moyens d'intervention adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'étude de dangers. L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un plan de sécurité réalisé en liaison avec les services d'incendie et de secours (un exemplaire est communiqué au service prévention du SDIS 13). Il est tenu à jour et affiché à l'entrée du site. Il doit faire apparaître l'ensemble des moyens de secours disponibles. L'établissement est doté de plusieurs points de repli destinés à protéger le personnel en cas d'accident. Leur emplacement résulte de la prise en compte des scénarios développés dans l'étude des dangers et des différentes conditions météorologiques. L'ensemble des accès de secours incendie en pourtour de site doivent être signalés et numérotés. Les plans de réseau biogaz doivent être tenus à jour et à disposition des services incendie.
<b>Constats :</b>  Le plan à l'entrée du site indique l'ensemble des moyens de protection contre l'incendie disposés dans l'enceinte de l'ISDND, ainsi que l'emplacement de la coupure générale de l'électricité et le rideau d'eau sur la plateforme de valorisation du biogaz. L'exploitant tient à jour un plan topographique du site indiquant l'implantation du réseau de récupération du biogaz et les zones à atmosphères explosives (ATEX) sur les deux casiers (Plan mis à jour le 11 mai 2023). Un nouveau plan est en cours de rédaction pour intégrer les nouveaux puits de biogaz sur l'alvéole 3.1.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Recouvrement des déchets et formation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 VIII et IX
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécurité incendie casier et exercice
<b>Prescription contrôlée :</b>  VIII. - Une part suffisante du personnel est formée à l'utilisation et au transport des matériaux de recouvrement en cas de sinistre. Le personnel extérieur au site reçoit une information sur les risques incendies du site et sur la conduite à tenir en cas de sinistre. IX. - Dans le trimestre suivant le début de l'exploitation de l'installation, l'exploitant organise un exercice de défense contre les

incendies. Cet exercice est renouvelé tous les trois ans, jusqu'à la fin de la période d'exploitation du site. Chaque exercice fait l'objet d'un compte rendu.
<b>Constats :</b>  Les employés qui travaillent sur le casier en exploitation disposent des Certificats d'Aptitude à la Conduite d'Engins en Sécurité nécessaire à la manipulation des chargeurs en cas d'incendie. Le dernier exercice de défense incendie en date du 18/09/2023 a fait l'objet d'un compte rendu. Le personnel est formé et sensibilisé régulièrement sur les risques incendies du site et sur la conduite à tenir en cas de sinistre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Détection incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VI
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance zone en exploitation et autres
<b>Prescription contrôlée :</b>  VI. - La zone en cours d'exploitation et les autres zones désignées dans le plan de défense contre les incendies défini à l'article 33 bis sont équipées d'un dispositif de détection des départs d'incendies, opérationnel de manière permanente, correctement installé, entretenu et régulièrement testé. Ce dispositif est associé à une alarme à destination du personnel présent sur le site. Lorsqu'aucun personnel n'est présent sur le site, l'alarme est transmise à des personnes internes ou externes désignées par l'exploitant et formées en vue de déclencher les opérations nécessaires. Lorsqu'une présence permanente est assurée sur le site, des rondes régulières sont réalisées par du personnel formé aux abords des casiers en exploitation et des zones d'entreposage de déchets lors des périodes d'inactivité. Dans tous les cas une ronde est organisée au moins deux heures après la réception du dernier arrivage de déchets sur le site et avant le départ du personnel.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a justifié, via un bon commande, la future acquisition d'une caméra thermique de surveillance du casier en exploitation. Cette caméra transmet des images et alertes à un système de télésurveillance relié à une plateforme de télésurveillance. Cette plateforme donne l'alerte, par des appels aux personnels d'astreinte en dehors des horaires d'ouvertures.  Pour le moment, aucune ronde est organisée au moins deux heures après la réception du dernier arrivage de déchets sur le site et avant le départ du personnel.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant justifiera de la mise en œuvre de la caméra thermique pour la surveillance du casier en exploitation, et de la réalisation de rondes au moins deux heures après la réception du dernier arrivage de déchets sur le site et avant le départ du personnel.



<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 7 : Plan de défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense incendie comprenant au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la procédure relative à la conduite à tenir en cas d'incendie sur l'installation ;</li> <li>- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;</li> <li>- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li> <li>- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;</li> <li>- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;</li> <li>- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;</li> <li>- le plan de situation des réseaux de collecte, des bassins de rétention, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;</li> <li>- les plans des casiers en cours d'exploitation et des lieux d'entreposage de déchets, avec une description des dangers et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;</li> <li>- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</li> <li>- les comptes rendus des exercices de défense contre les incendies.</li> </ul> <p>II. - Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p> <p>III. - En cas d'incendie, l'exploitant met en œuvre les actions prévues par le plan de défense incendie.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Durant l'inspection, l'exploitant a démontré qu'il était en possession des différents documents notifiés dans cet article. Néanmoins l'ensemble des documents devaient être intégrés dans le plan de défense incendie (PDI). Ce dernier a été transmis par courriel du 17/07/2024.</p> <p>Sur la base du PDI transmis, on constate qu'il manque les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les</li> </ul>

lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;

- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les comptes rendus des exercices de défense contre les incendies.

De plus, on observe que l'emplacement de la plateforme de pré-traitement des lixiviats et ses équipements n'apparaissent sur aucun plan. Il est spécifié les substances opérationnelles pour cette installation de pré-traitement dans le tableau des substances chimique présentes sur le site, néanmoins, étant donné les quantités, la localisation des stockages doit être précisée sur un plan.

Le plan incendie est transmis au SDIS lors de chaque mise à jour.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit compléter son plan de défense incendie avec les informations suivantes :

- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les comptes rendus des exercices de défense contre les incendies ;
- indiquer l'emplacement de la plateforme de pré-traitement des lixiviats et ses équipements sur un plan.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois